

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 2 avril 2026

En Inde (Pondichéry et Tamil Nadu).

J'ai attendu 3 jours pour obtenir une bouteille de gaz, 3 jours c'est peu. Je l'ai payée 925 roupies au lieu de 870 roupies il y a deux mois, la hausse est modérée. J'ai fait le plein du réservoir du scooter, le litre d'essence était à 96,26 roupies, prix inchangé depuis plusieurs années, pas de quoi s'inquiéter. L'essence est 8 roupies plus chère à Delhi ou Mumbay (ex-Bombay) ou encore Chennai (ex-Madras).

En France, s'ils vous pressurisent, c'est parce que vous êtes des nantis (par rapport à nous).

A 100 roupies le litre d'essence, ici en Inde, c'est très très cher, c'est comme si vous le payiez au moins le triple en France, vous imaginez un instant. Pareil pour la bouteille de gaz, c'est comme si votre bouteille de propane coûtait 100 euros au lieu de 40.

Les Indiens ont non seulement des salaires misérables, mais ils croulent littéralement sous les charges fixes ou incompressibles, tandis que l'inflation est galopante, même le renouvellement des biens d'équipement est un luxe tellement les prix ont augmenté au cours des dernières années.

Malheur à celui dont la machine à laver tombe en panne, en 10 ans les prix ont doublé, pareil pour les climatiseurs et tout le reste. Un ordinateur portable Dell est devenu hors de prix, en 15 ans, de 35.000 roupies, il est passé à 85.000 roupies. Mon scooter acheté 62.000 roupies il y a 8 ans, vaut 100.000 roupies en 2026, je ne les ai pas sur mon compte bancaire courant.

Alors chacun se démerde pour survivre tant bien que mal. La seule chose que j'apprécie ici paradoxalement, c'est l'absence de l'Etat, qui passe son temps à vous surveiller, à vous menacer ou à vous réprimer en France, je ne le supporterai plus, cela se terminerait très mal, je me connais.

Vous pouvez bafouer ouvertement la loi, tant que les autorités ne s'emmêlent pas vous êtes tranquille. En revanche, si elles décident de vous emmerder, là vous êtes très mal. Cela arrive, mais rarement ou il y a toujours un moyen de s'arranger parce qu'elles sont corrompues, cela fait partie de la règle du jeu ou des rapports qui existent ici entre les classes.

Ils ont institué des lois, tout en sachant que de très nombreux Indiens ne pourront pas les respecter, et c'est ce qui se passe. Je les imite, pas systématiquement, quand cela m'arrange seulement, souvent tout de même. C'est aussi une manière de dire merde à Modi et au gouvernement. On est impuissant face au régime en place, c'est très frustrant, y compris pour tous les Indiens. Trop de frustrations peuvent rendre malade à la fin. Ah ben voilà, j'en étais sûr, je cherchais un responsable, je l'ai trouvé !

On compte plus de faux- amis, que de véritables amis.

Israël n'est pas une nation, c'est une colonie de peuplement depuis la seconde moitié du XIXe siècle, elle doit donc disparaître avec le capitalisme.

Ainsi vous pouvez confondre les partisans de l'anti-impérialisme, de l'anticapitalisme, de l'anticolonialisme, de l'esclavage, etc. vous pouvez vérifier si leurs intentions correspondent bien à leurs discours, cela devrait vous réserver bien des surprises !

Vous savez, c'est comme l'humaniste ou philanthrope, le croyant ou religieux, les bien-pensants en général que vous prendrez un malin plaisir à faire parler, j'allais écrire que vous prendrez la main dans le sac, en flagrant délit, et qui en arriveront à justifier tous les crimes commis au nom de l'exploitation de l'homme par l'homme, du capitalisme. Tout en prétendant le contraire, cela va de soi.

On peut trouver horifiant de vivre dans un monde pareil, je veux dire aussi égoïste et cruel. C'est sans doute ce qu'ont dû se dire Marx et Engels deux siècles plus tôt à deux décennies près, à leur époque, ils étaient encore plus décalés que nous face à cette réalité et à leurs détracteurs, ils ont dû en baver plus que nous, et ils s'en sont mieux sortis aussi, honte à nous !

C'est vrai que parfois c'est difficile à supporter, pour autant, on n'a pas le choix, il faut combattre le vieux monde avec les moyens à notre disposition. Moi, j'en manque cruellement, mais vos dirigeants, ils en ont plus que ce qu'il en faut, alors pourquoi piétinons-nous, pourquoi nous ne parvenons pas à nous doter d'une nouvelle direction révolutionnaire ?

Peut-être parce que ces dirigeants appartiennent à une autre époque, qu'ils ont contribué à façonner, et qui se caractérise par la décomposition et la corruption de tous les courants du mouvement ouvrier, de ce fait, ils sont les plus mal placés pour assurer la continuité du marxisme et du socialisme, c'est ce qu'ils n'ont pas cessé de démonter au cours des 80 dernières années.

Une nouvelle génération de militants prendra un jour le relai. Quand ? Je l'ignore. Dans quelles conditions ? Je l'ignore, sans doute au cours ou à l'issue d'une crise qui désorganisera complètement et durablement l'économie mondiale ou la fera exploser, avec des répercussions sociales extraordinaires, imprévisibles et incontrôlables sur le plan politique.

Nous ne serons sans doute plus là pour assister à cet affrontement titanesque entre les tenants du capitalisme et le prolétariat mondial, peu importe.

On ne combat pas pour le socialisme pour en tirer profit individuellement, mais parce qu'il s'inscrit dialectiquement dans la continuité du développement du processus historique qui a donné naissance à la civilisation humaine, sinon l'aventure humaine n'aurait ni queue ni tête, or, c'est impossible, c'est le genre de truc qui n'existe pas, nulle part, ce serait antiscientifique de croire le contraire.

Et puis, le socialisme incarne l'idéal humaniste le plus élevé que les hommes ont conçu un jour, le royaume de la liberté que la plupart des hommes ne sont même pas foutus de concevoir même en rêve. Cet idéal se passe de justificatif ou de légitimité, ceux qui exigent qu'on leur en fournisse avant d'adopter le socialisme, montrent qu'ils n'en sont pas dignes ou qu'ils n'y ont rien compris, finalement ils se complaisent sous le régime esclavagiste actuel, car personne ou rien ne peut de nos jours justifier l'exploitation et l'oppression.

De deux choses l'une, on cautionne ou non l'esclavagisme. Tous ceux qui rejettent le socialisme cautionne (inconsciemment généralement) l'esclavagisme.

Qui est responsable de « la boucle sans fin », « mort, destruction, profit » ? Le capitalisme.

Lu dans un blog qui n'a rien de révolutionnaire.

- La guerre est bel et bien un racket sans foi ni loi. Les Américains et leurs alliés de l'OTAN ont déclenché une guerre en Ukraine contre la Russie qui a saigné à blanc les contribuables occidentaux et causé la mort de millions de personnes. Aujourd'hui, les Américains se sont lancés dans une autre guerre, contre l'Iran, générant encore plus de profits pour les marchands de mort tandis que les civils souffrent, que des enfants sont assassinés et que l'opinion publique occidentale se paupérise et se fait dépouiller, encore et encore.

Ce racket infernal porte un nom : le capitalisme. Mort, destruction, profit. Boucle sans fin. Mort, destruction, profit.

J-C – Pour autant, c'est l'axe de mon courant politique, auquel personne n'entend participer. J'en déduis donc, que même parmi mes lecteurs, personne ne souhaite vraiment rompre avec le capitalisme, ou tout du moins, leur conscience politique n'a pas encore atteint le niveau de maturité requise pour passer au socialisme, sinon cela se saurait ou on s'en apercevrait, tout cela pour dire qu'on n'est pas rendu au bout de nos peines, hélas !

Je vais aller plus loin. Je crois que la plupart ne comprennent pas de quoi on parle : Le socialisme, cela se mérite, on ne peut l'atteindre sans effort, sans renoncement, sans compromis, sans sacrifice. La question de savoir ce que l'on veut vraiment dans la vie, sachant qu'on ne peut pas tout avoir et son contraire, à un moment donné, il faut choisir.

Il y en a qui croient naïvement qu'on peut accéder au bonheur par une ligne droite, pour un peu, il suffirait d'y penser pour qu'il se réalise, sauf que les choses ne se passent pas de cette manière-là dans la réalité, ou l'expérience prouve qu'il n'y a rien de plus faux. Il faut supporter bien des épreuves désagréables ou pénibles avant de l'entrevoir.

Le chemin est long et périlleux, semé d'embûches divers, obstacles ou écueils, pièges ou chausse-trapes. Sans une détermination à toute épreuve ou une volonté inébranlable forgée au cours de cette lutte implacable contre des forces contraires, il est quasiment impossible d'avancer dans cette voie, car à chaque instant tout est fait pour que vous lâchiez prise ou que vous ne puissiez jamais prendre en mains votre destin.

Lorsque vous cédez, en un clin d'œil inconsciemment tous vos efforts et espoirs sont réduits à néant. Vous serez privé du plaisir que procure l'avant-goût du bonheur, quand on le poursuit sincèrement sans relâche, c'est-à-dire sans concession, sans illusion, surtout sans chercher à en tirer profit égoïstement avant l'heure, car cela signifierait votre perte définitive. Si tel était le cas, vous seriez livré aux pires tourments le restant de vos jours. Vous avouerez que ce serait dommage ou qu'il serait préférable de s'éviter un tel cauchemar, qui ajouté à la vieillesse qui n'est pas spécialement une partie de plaisir, vous condamnerait à une bien triste fin de vie.

Vous voyez, une fois considérée la situation sous tous ses aspects, je crois que s'orienter vers le socialisme vaut vraiment le coup.

Je ne vais pas hurler sous tous les toits que je suis heureux, car à bien des égards ce serait inconvenant, bien que je ne sois pas du tout satisfait du cours qu'avait pris mon existence depuis plus de 45 ans, je suis suffisamment heureux, parce que mon mode de penser me donne le pouvoir d'affronter la vieillesse et la maladie dans de bonnes conditions, d'annihiler ou de réduire leurs effets indésirables et douloureux, sans oublier, de pouvoir continuer mon combat politique, mon combat contre l'ignorance, pour la liberté, pour le socialisme.

C'est le marxisme qui me rend si heureux, et je peux vous garantir qu'il ne s'agit pas d'une illusion, d'ailleurs, j'en fournis la preuve dans chacune de mes causeries.

Le choix n'est pas entre socialisme et barbarie, mais entre le capitalisme ou le socialisme.

Ils ont laissé tomber le masque de l'hypocrisie et de la démagogie qui servait à camoufler et justifier leur dictature qui n'avait jamais cessé en réalité.

J-C - Il y en a qui sont si aveuglés par leurs propres illusions, qu'ils projettent sur d'autres acteurs... Non, cela ne va pas.

En fait, certains intellectuels prêtent aux élites ou aux puissants, à leurs représentants, des intentions qu'ils n'ont jamais eu qu'ils n'auront jamais. Pourquoi ? Parce qu'ils sont prisonniers du capitalisme, c'est leur horizon indépassable, du coup ils sont obligés de s'en remettre à ses représentants, au lieu de se tourner vers les classes exploitées et opprimées ou le mouvement ouvrier qu'ils méprisent. Ils haïssent le socialisme.

Lu.

Le texte de la résolution 2817 du Conseil de sécurité des Nations unies a été adoptée : 13 membres ont voté pour et 2 se sont abstenus.

D'emblée, la résolution 2817 du Conseil de sécurité des Nations unies illustre de façon diaboliquement claire ce que j'appelle la méta-réalité que les puissances occidentales imposent désormais, avec l'acquiescement ou la coopération de leurs nombreux États clients, à la communauté internationale. « *Le ciblage délibéré de civils et de biens civils* », « *l'utilisation indiscriminée d'armes dans des zones peuplées* », « *une violation du droit international et une grave menace pour la paix et la sécurité internationales* » : ce texte est totalement absurde lorsqu'il est appliqué à la légitime défense de l'Iran. Retournez la résolution et visez les États-Unis et le régime sioniste, et elle prend tout son sens.

Il s'agit là de la construction en temps réel de la méta-réalité dont un empire en phase terminale a besoin pour justifier sa conduite totalement injustifiable envers une autre nation. Voilà à quel point elle a corrompu, contraint ou forcé les nations les moins puissantes du monde à soutenir cet édifice grotesque d'illusions.

Les 13 nations qui ont soutenu la résolution 2817 ne réservent guère de surprises. La France, le Royaume-Uni et les États-Unis ont voté pour – ces derniers, à mon avis, ayant très certainement dicté le projet de résolution. Il va sans dire que Bahreïn, l'une des dépendances américaines du Golfe persique, n'aurait pas agi sans les directives de Washington.

Lettonie, Libéria, Congo, Somalie, Pakistan : tous avaient leurs raisons d'approuver ce document absurde. On aurait pu espérer davantage des Grecs et des Danois, mais eux aussi ont emboîté le pas. La Colombie de Gustavo Petro a fait de même, et cela peut nous surprendre et ne pas nous surprendre à la fois : Petro a tenu tête avec honneur au régime Trump et défendu le droit international, mais cela rend son pays extrêmement vulnérable à une attaque du même type que celles subies par le Venezuela, l'Iran ou un autre pays du même genre.

Non, mes surprises se situent ailleurs. Il y en a deux.

Outre le vote du Conseil de sécurité, quelque 135 nations ont soutenu la résolution 2817 à l'Assemblée générale. Il n'y a pas eu de vote à l'Assemblée générale : il s'agissait de soutiens volontaires, de « *co-parrainages* », et ce chiffre de 135 constitue un record.

Pourquoi ? Pourquoi – et je tiens à citer un pays en particulier – l'Inde figure-t-elle sur cette liste de co-parrains ? Imaginez : l'Inde, qui a toujours considéré le non-alignement de principe comme le pilier de sa diplomatie depuis que Nehru a donné à sa politique étrangère son caractère essentiel il y a quatre-vingts ans. Et maintenant, voilà ?

Il y a aussi la Russie et la Chine, membres permanents du Conseil de sécurité. Aucun des deux n'a exercé son droit de veto pour bloquer cette attaque insensée, non seulement contre l'Iran, mais contre le droit, la logique et la raison elle-même.

J-C – Les différents Etats sont en concurrence entre eux, mais quand il s'agit de s'en prendre au prolétariat mondial, ils sont alliés, c'est tout.

Tout le reste, c'est-à-dire, les tonnes d'articles publiés par les médias dits indépendants servent juste à le faire oublier ou à le justifier, ils vous manipulent...

Lu. (par un Américain)

Israël incarne l'État ethnonationaliste dont rêvent nos fascistes chrétiens et l'extrême droite, un État qui rejette le pluralisme politique et culturel, ainsi que les normes juridiques, diplomatiques et éthiques. Israël est admiré par l'extrême droite car il a renié le droit humanitaire et recourt à une force létale aveugle pour « *purifier* » sa société de ceux qu'il considère comme des intouchables.

Aimé Césaire, dans son *Discours sur le colonialisme*, écrit qu'Hitler ne paraissait exceptionnellement cruel que parce qu'il présidait à « *l'humiliation de l'homme blanc* », appliquant à l'Europe les « *méthodes colonialistes qui, jusque-là, avaient été réservées exclusivement aux Arabes d'Algérie, aux coolies de l'Inde et aux nègres d'Afrique* ».

Le quasi-anéantissement de la population aborigène de Tasmanie, le massacre des Héréros et des Namas par les Allemands, le génocide arménien, la famine du Bengale de 1943 – le Premier ministre britannique de l'époque, Winston Churchill, qualifia les hindous de « *peuple bestial avec une religion bestiale* » – ainsi que le largage de bombes atomiques sur des cibles civiles à Hiroshima et Nagasaki, illustrent un aspect fondamental de la « *civilisation occidentale* ».

Le génocide n'est pas une anomalie, il est inscrit dans l'ADN de la « *civilisation* » occidentale. (Pas que. – J-C)

« *En Amérique* », disait le poète Langston Hughes, « *les Noirs n'ont pas besoin qu'on leur explique ce qu'est le fascisme. Nous le savons. Ses théories de suprématie nordique et d'oppression économique sont depuis longtemps une réalité pour nous.* »

Les nazis, lorsqu'ils ont élaboré les lois de Nuremberg, se sont inspirés de lois visant à priver les Noirs de leurs droits civiques. Le refus des États-Unis d'accorder la citoyenneté aux Amérindiens et aux Philippins – bien qu'ils vivaient aux États-Unis et dans leurs territoires – a été imité par les fascistes allemands qui ont déchu les Juifs de leur citoyenneté. Les lois américaines contre le métissage, qui criminalisaient les mariages interraciaux, ont incité à interdire les mariages entre Juifs allemands et Aryens. La jurisprudence américaine classait comme Noir toute personne ayant un pour cent d'ascendance noire – la fameuse « *règle de la goutte de sang* ». Les nazis, faisant preuve d'une plus grande souplesse, classaient comme Juif toute personne ayant trois grands-parents juifs ou plus.

Le financement et l'armement d'Israël par les États-Unis et les nations européennes, alors qu'il perpète un génocide, ont fait implorer l'ordre juridique international d'après-guerre. Ce dernier a perdu toute crédibilité. L'Occident ne peut plus donner de leçons à qui que ce soit sur la démocratie, les droits de l'homme ou les prétendues vertus de la civilisation occidentale. La supercherie, selon laquelle nous, en tant que nation, promouvons la démocratie, l'égalité et les droits de l'homme, est désormais terminée. (Entre nous, on ne peut pas laisser dire un truc pareil. En réalité, cette supercherie n'a valu que pour ceux qui y croyaient, dont l'auteur de cet article jusqu'à il y a peu, c'est lui qui le dit en proclamant qu'elle serait terminée, ce qui est faux évidemment. Alors, cela veut dire que lui aussi continuerait d'y croire ? Et comment ! – J-C)

Il y a toujours eu une forme virulente de fascisme juif au sein du projet sioniste, à l'image du fascisme qui sévit dans la société américaine.

Les élites mondiales ne croient en rien. Elles ne ressentent rien. On ne peut leur faire confiance. Elles présentent les traits caractéristiques de tous les psychopathes : un charme superficiel, la mégalomanie et l'arrogance, un besoin constant de stimulation, un penchant pour le mensonge, la tromperie, la manipulation et l'incapacité d'éprouver des remords ou de la culpabilité. Elles méprisent comme des faiblesses l'empathie, l'honnêteté, la compassion et l'abnégation. Leur devise : Moi. Moi. Moi.

Lu.

La réaction instinctive de ceux qui croient encore à l'omnipotence américaine est bien connue : les États-Unis contrôlent la monnaie de réserve mondiale. Ils peuvent tout simplement imprimer ce dont ils ont besoin. Et à première vue, cet argument semble irréfutable. Washington a, pendant des décennies, bénéficié du privilège extraordinaire de financer ses guerres avec de l'argent créé de toutes pièces, exportant son inflation au reste du monde tout en important en retour des biens et une main-d'œuvre réels. Mais cette objection, aussi rassurante soit-elle pour ceux qui la formulent, confond le mécanisme avec le fondement sur lequel il repose. Le statut de monnaie de réserve du dollar n'est pas une loi physique. C'est un consensus – un accord mondial, renouvelé chaque jour par des milliers de transactions discrètes – selon lequel la monnaie américaine mérite d'occuper une place centrale dans l'architecture financière mondiale. Et le consensus, contrairement à la gravité, peut s'éroder. (On peut élargir ce principe à la confiance des investisseurs dans le capitalisme, qu'ils lui retirent et il s'effondre. – J-C).

Chaque dollar imprimé par Washington pour financer une guerre sans intérêt stratégique ne fait pas qu'aggraver le déficit. Il soulève une question – murmurée dans les banques centrales de Riyad à Brasília en passant par Jakarta – quant à la validité du consensus. Et si Pékin et Téhéran avaient compris que cette guerre était imminente, ils avaient également compris que la planche à billets elle-même pouvait devenir une arme, non pas en s'attaquant directement au dollar, mais en créant les conditions permettant à Washington de le déprécier volontairement, sous les yeux d'un monde qui, déjà, se protège.

Il existe aussi une dimension à cela qu'aucune souveraineté monétaire ne peut appréhender. On peut imprimer des dollars, mais on ne peut pas imprimer des missiles intercepteurs. Les chaînes de production de ces systèmes d'armes sont limitées, contraintes par la disponibilité des matériaux, la main-d'œuvre spécialisée et les goulets d'étranglement de la production qui existent dans l'économie réelle, et non dans les abstractions des banques centrales. Quand votre adversaire peut produire des drones à un coût 10⁶ pour 1, le facteur limitant n'est pas le financement, mais la capacité industrielle. Et là encore, le rôle de Pékin est incontournable : la Chine est la superpuissance industrielle mondiale, et toute analyse honnête de la chaîne d'approvisionnement mondiale en terres rares, semi-conducteurs et composants de précision dont dépendent les systèmes d'armes américains conduit, inévitablement et de façon regrettable, à la Chine.

Et puis il y a le coût qu'aucun tableur ne peut quantifier, mais que tout empire finit par payer. On peut imprimer deux milliards de dollars par jour pour Raytheon et Lockheed Martin, mais cet argent ne se transforme pas en hôpitaux dans le Mississippi ni en ponts dans l'Ohio. L'inflation qu'il engendre n'est pas supportée par les actionnaires de la défense, mais par les familles ouvrières dont le consentement constitue le fondement silencieux et négligé sur lequel repose tout le projet impérial. En fin de compte, le caractère insoutenable de cette guerre n'est pas une question de comptabilité, mais de légitimité politique. Les empires ne s'effondrent pas lorsque leurs caisses sont vides, mais lorsque la population refuse de juger le coût acceptable. Or, trente-deux jours après le début d'une guerre sans objectif final clairement défini, sans condition de victoire, et dont le coût atteint des sommets inimaginables, ce consensus se fissure plus vite que Washington ne veut bien l'admettre. (D'où la féroce campagne de désinformation ou de propagande de guerre, de guerre psychologique, pour conditionner la conscience des masses... - J-C)

Une majorité d'Américains s'oppose à la guerre.

J-C – C'est con à dire, mais cela finit toujours comme cela ! Et dire qu'il y a encore des écervelés pour les soutenir, mais bon, il ne faut jamais désespérer. Faites un peu confiance à la dialectique, vous verrez, cela permet de comprendre très vite beaucoup de choses...

Lu.

Lorsqu'on fait face à une agression impérialiste, la priorité est de la repousser car son succès garantirait le renforcement ou l'instauration des pires maux que l'on redoute pour un pays. Qu'on soit d'accord ou pas avec son régime, une mainmise impérialiste ne peut qu'empirer sa situation. Il est nécessaire donc de prioriser : écarter le danger de mainmise étrangère et de perpétuation de la réaction intérieure d'abord, entreprendre les transformations intérieures souhaitées ensuite. Il faut savoir séquencer. Cela s'appelle avoir une stratégie. On ne combat pas « *le régime* » pendant que les bombes pleuvent sur l'Iran et que l'existence même du pays est en jeu. Il faut s'occuper du problème principal du moment, la souveraineté et l'indépendance, quitte à traiter l'autre après. Il en a été ainsi dans les luttes de libération nationale et même durant la Seconde Guerre mondiale, alors

qu'il a fallu mettre provisoirement en sourdine l'opposition aux impérialismes britanniques et français pour barrer la route à l'impérialisme allemand plus dangereux.

Au-delà, il faut prendre acte de la panique qui s'empare de l'impérialisme américain et de sa volonté d'affaiblir les États qui lui tiennent tête. Il faut comprendre que cet impérialisme est mondialisé et que l'État américain est prêt à tout pour se maintenir en place comme seul hégémon. À l'époque actuelle, il n'existe qu'un seul État impérialiste, les États-Unis d'Amérique. Il affronte tous ceux qui lui opposent une résistance nationaliste, dont les États russe, chinois et iranien. Quoi qu'on pense du pouvoir iranien, il est nationaliste et défend le pays contre une agression impérialiste.

J-C - Pourquoi aurait-il fallu "*mettre provisoirement en sourdine l'opposition aux impérialismes britanniques et français*" durant la Seconde Guerre mondiale, sachant qu'ils poursuivaient les mêmes objectifs que l'impérialisme allemand. La preuve en est, ils étaient prêts à passer un accord entre eux pour attaquer ensemble l'URSS, au cas où elle serait apparue suffisamment affaiblie à l'issue de la guerre, or, ce ne fut pas le cas et ils abandonnèrent ce projet. En fait, pas tout à fait ou jamais...

L'impérialisme français, le patronat français, collaborera ouvertement avec le régime nazi, de même le gouvernement de Vichy, dès lors on ne pouvait que les combattre. Quant à ceux qui refusèrent de brader l'indépendance de la France, ils se préparaient à gouverner la France et à reconstruire l'Etat et le capitalisme français après guerre, par conséquent, s'il était impensable de s'allier à eux, pour autant momentanément ils n'étaient pas notre ennemi prioritaire ou nous n'aurions eu aucun intérêt à les combattre en tant que tel avant la fin de la guerre, pendant toute une période cette couche de la bourgeoisie française et ses représentants ne furent ni nos amis ni nos ennemis.

Tout ce que raconte la pseudo gauche et extrême gauche sur l'Iran est biaisé ou relève de la propagande uniquement. Leur récit est en grande partie calqué sur celui des Américains et des sionistes. Ils n'ont même pas pris la peine d'étudier l'histoire de ce pays, c'est ce que j'ai découvert en lisant des dizaines d'articles qui y étaient consacrés, cela m'a permis d'apprendre beaucoup de choses que j'ignorais, et de mieux comprendre la stratégie du régime iranien.

Quand je dis « régime », cela n'a rien de péjoratif chez moi, j'entends ceux qui gouvernent, l'Etat ou les institutions, et je me moque éperdument de ceux qui en condamnent l'emploi, car eux, ils en donnent une définition à consonance autoritaire pour se distinguer ou se faire passer pour ce qu'ils ne sont pas, des faux opposants au capitalisme. S'en débarrasser est aussi une de nos priorités, pour reconstruire le mouvement ouvrier sur des bases saines.

Iran.

"Nous allons les ramener à l'âge de pierre": Donald Trump assure que l'Iran sera frappé "extrêmement durement" pendant encore deux à trois semaines - BFMTV/AFP 2 avril 2026

Donald Trump a promis ce mercredi 1er avril de frapper sans relâche l'Iran pendant encore deux à trois semaines, menaçant notamment le réseau électrique du pays.

"Nous allons les frapper extrêmement durement au cours des deux à trois prochaines semaines. Nous allons les ramener à l'âge de pierre, auquel ils appartiennent. En attendant, les discussions se

poursuivent", a lancé le président américain lors d'une allocution aux Américains depuis la Maison Blanche.

"S'il n'y a pas d'accord, nous allons frapper chacune de leurs centrales électriques très durement et probablement simultanément", a de nouveau menacé le président américain.

L'Iran lance la plus importante salve de missiles depuis trois semaines en direction d'Israël, selon Tsahal - Euronews 2 avril 2026

Les sirènes ont retenti à plusieurs reprises dans le centre d'Israël dans la nuit de mercredi, alors que l'Iran a lancé un important barrage de missiles balistiques sur le pays, coïncidant avec le début de la grande fête juive de la Pâque.

Selon les premières estimations de l'armée israélienne, une dizaine de missiles balistiques ont touché le centre d'Israël, constituant la plus importante salve iranienne depuis les premiers jours de la guerre.

Plus de 100 missiles lourds et drones tirés sur des positions ennemies lors de la 89e vague de représailles - presstv.ir 01 April 2026

Le Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI) affirme avoir tiré plus de 100 missiles lourds et drones d'attaque ainsi que 200 roquettes sur un rayon de plusieurs dizaines de milliers de kilomètres, ciblant des positions américaines et sionistes dans les territoires occupés et dans une zone plus vaste de l'Asie de l'Ouest.

Ces opérations coordonnées ont été menées mercredi en collaboration avec d'autres forces armées iraniennes et des fronts de résistance.

Selon le département des relations publiques du Corps des gardiens de la Révolution islamique (CGRI), les frappes visaient des objectifs militaires et des forces terroristes du régime sioniste à Eilat, Tel-Aviv et Bnei Brak, et des sources locales font état de lourdes pertes du côté israélien.

Dans la foulée de l'opération, une cachette de forces terroristes américaines à Bahreïn, où étaient stationnés 80 hommes, a été ciblée avec précision, indique le communiqué.

Par ailleurs, un groupe d'hélicoptères de l'armée américaine stationné sur la base d'Al-Udayri a été touché par des missiles balistiques, ce qui a entraîné la destruction d'un hélicoptère et de graves dommages à d'autres équipements, a-t-on ajouté.

Le communiqué indique aussi que la toute récente vague d'attaques se poursuivra avec de nouvelles frappes aujourd'hui.

Troisième frappe yéménite contre des cibles sensibles israéliennes en soutien à la Résistance - presstv.ir 01 April 2026

Les forces armées yéménites ont mené leur troisième série de frappes contre des cibles israéliennes dans le sud de la Palestine occupée au moyen d'un barrage de missiles balistiques », ont annoncé les forces armées yéménites dans un communiqué publié mercredi.

Après l'Espagne, la France et l'Italie refusent de participer à la guerre USA-Israël contre l'Iran - presstv.ir 01 April 2026

L'Espagne a annoncé lundi avoir fermé son espace aérien aux avions américains participant aux frappes aériennes contre l'Iran. La décision a provoqué la colère de Donald Trump, qui a qualifié les alliés de l'OTAN de « lâches ».

Selon un article publié mardi par Reuters, citant des sources proches du dossier, la France a également refusé d'autoriser des avions israéliens transportant des armes américaines à survoler son espace aérien. Paris aurait réfuté cette demande durant le week-end.

Le président américain a réagi à cette décision dans un message publié mardi sur sa plateforme Truth Social, avertissant que Washington « *s'en souviendra* ».

La décision de Paris fait suite au refus, la semaine dernière, de l'Italie d'autoriser des avions militaires américains à atterrir sur la base aérienne de Sigonella, en Sicile d'où ils doivent partir pour le Moyen-Orient, selon l'article.

Des bombardiers américains devaient atterrir sur cette base située dans l'est de la Sicile avant de reprendre leur vol en destination du Moyen-Orient.

La Pologne a également déclaré récemment n'avoir aucun projet de redéployer les batteries de missiles Patriot.

Washington avait auparavant affirmé que Varsovie envisageait d'envoyer ce système pour renforcer la défense aérienne dans la région.

De même, le Portugal a adopté une position prudente quant à l'utilisation par les États-Unis de la base aérienne de Lajes aux Açores.

Les dirigeants européens refusent de plus en plus les demandes du président américain d'utiliser leur espace aérien.

Il faut noter que la fermeture de vastes portions de l'espace aérien du sud de l'Europe obligerait les bombardiers américains basés au Royaume-Uni à emprunter un itinéraire plus long vers le golfe Persique. Cela rallongerait les trajets, imposerait une contrainte supplémentaire aux équipages et nécessiterait davantage de ravitaillements en vol.

Téhéran met en garde l'ONU contre les menaces de Trump de « détruire » les infrastructures civiles iraniennes l'Iran - presstv.ir 01 April 2026

« *Le ciblage délibéré d'infrastructures civiles... à des fins de coercition économique, de punition collective ou dans l'intention de terroriser la population civile constitue une grave violation du droit international humanitaire et équivaut à des crimes de guerre* », indique la lettre.

La lettre appelle l'ONU à condamner sans équivoque ces menaces explicites, à prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la mise à exécution de ces menaces illégales et à tenir les États-Unis responsables de toute conséquence découlant de telles menaces.

En réponse aux attaques délibérées et illégales contre les infrastructures civiles iraniennes, la lettre précise que la République islamique d'Iran se réserve son droit inhérent de légitime défense en vertu de l'article 51 de la Charte des Nations Unies et prendra toutes les mesures nécessaires et proportionnées pour sauvegarder pleinement sa souveraineté, son intégrité territoriale et ses intérêts nationaux vitaux.

Les derniers développements.

- « *Le niveau de confiance est à zéro* » : Téhéran nie toute négociation après les propos de Donald Trump

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a assuré qu'il n'existait « actuellement aucun terrain pour une négociation » avec les États-Unis et que « *le niveau de confiance est à zéro* ». Dans un entretien à Al Jazeera, il a précisé qu'il n'y avait « aucune négociation » en cours avec Washington, mais seulement des échanges de messages, tout en estimant qu'aucun dialogue avec les États-Unis ne pouvait, à ce stade, produire de résultat.

Ces déclarations contredisent directement celles de Donald Trump. Le président américain a affirmé sur Truth Social que le nouveau dirigeant iranien avait demandé un cessez-le-feu aux États-Unis, assurant qu'il n'envisagerait cette option qu'une fois le détroit d'Ormuz rouvert. Cette séquence illustre, une nouvelle fois, le fossé entre la communication de Washington et la ligne affichée par Téhéran.

Les Gardiens de la révolution ont réaffirmé que le détroit d'Ormuz resterait fermé aux « *ennemis* » de l'Iran, malgré les pressions exercées par Donald Trump. Dans un communiqué relayé par la télévision d'État, ils assurent que la situation dans ce passage stratégique est « *complètement sous le contrôle* » de leurs forces navales.

Cette déclaration répond directement au président américain, qui a de nouveau exigé ce 1er avril qu'Ormuz soit « *ouvert, libre et dégagé* » avant toute perspective de cessez-le-feu.

- Le CGRI a lancé des drones contre le porte-avions américain USS Abraham Lincoln

Le Corps des gardiens de la révolution islamique affirme avoir lancé ce 1er avril plusieurs drones offensifs en direction de l'USS Abraham Lincoln, dans le nord de l'océan Indien. Selon Téhéran, le porte-avions américain se serait ensuite replié plus au sud.

Le CGRI affirme aussi que 37 officiers américains ont été tués lors d'une frappe menée la veille contre une cible aux Émirats arabes unis. En parallèle, des sources indiquent qu'un troisième porte-avions américain, l'USS George H.W. Bush, serait en route vers le Moyen-Orient.

- Plus de 130 sites du patrimoine iranien ont subi d'importants dégâts

Le secrétaire général de la Commission iranienne pour l'UNESCO, Hassan Fartousi, a affirmé que 132 sites du patrimoine culturel iranien avaient subi des « *dégâts significatifs* » au cours des 33 premiers jours des bombardements américains et israéliens. Il a évoqué des dommages potentiellement irréparables sur plusieurs bâtiments historiques et sites culturels en Iran. Il a accusé les États-Unis et Israël d'avoir visé des sites pourtant répertoriés et connus. Selon lui, s'en prendre au patrimoine culturel revient aussi à s'en prendre à « *l'identité humaine* ».

- Le prix du gaz en Europe a bondi de 50 % en mars sur fond de crise au Moyen-Orient

Le prix moyen du gaz en Europe a augmenté de moitié en mars par rapport à février, pour atteindre environ 633 dollars les 1 000 mètres cubes, selon les données de l'ICE à Londres. Les contrats à terme sont ainsi passés d'environ 388 dollars fin février à 596 dollars à la clôture du 31 mars.

Cette flambée s'explique par les tensions au Moyen-Orient, les frappes ayant touché des infrastructures gazières régionales et les perturbations autour du détroit d'Ormuz. Elle intervient en outre au moment où les pays européens doivent reconstituer leurs stocks avant l'hiver prochain.

- L'Union européenne appelle ses citoyens à moins rouler, moins voyager et à télétravailler davantage face à la crise énergétique

L'Union européenne prépare l'opinion à une crise énergétique appelée à durer sur fond de guerre autour de l'Iran et de hausse des prix du pétrole et du gaz. Le commissaire européen à l'Énergie, Dan Jørgensen, a appelé les Européens à économiser le carburant en travaillant davantage à distance, en utilisant moins la voiture et l'avion, et en recourant plus souvent aux transports en commun et au covoiturage.

Selon lui, même une fin rapide de la guerre ne suffirait pas à rétablir rapidement la situation. Cette séquence a aussitôt été raillée par Moscou: Maria Zakharova a ironisé sur une Europe sommée, selon elle, de « *ne pas se laver, ne pas allumer la lumière, ne pas sortir de chez soi, ne pas rouler et ne pas voler* », moquant une Commission européenne qui, toujours selon sa formule, « *plonge dans l'obscurité* ».

- Le Premier ministre australien appelle la population à réduire la consommation de carburant face à la crise autour d'Ormuz

Anthony Albanese a demandé aux Australiens de limiter leur consommation de carburant en privilégiant, lorsque c'est possible, les transports en commun. Dans une allocution nationale ce 1er

avril, il a exhorté la population à prendre le train, l'autobus ou le tram pour aller travailler, sur fond de tensions énergétiques provoquées par la crise autour du détroit d'Ormuz.

Anthony Albanese a averti que « les mois à venir pourraient ne pas être faciles » et reconnu qu'aucun gouvernement ne pouvait effacer les pressions provoquées par cette guerre. Canberra assure que les approvisionnements restent stables, mais les tensions ont déjà entraîné des pénuries dans certaines stations-service.

- Tel Aviv annonce suspendre ses importations d'armes françaises après le refus de Paris d'autoriser le survol de son territoire à des avions militaires israéliens

Israël a annoncé la suspension de toutes ses importations d'armes en provenance de France après le refus de Paris d'autoriser le survol de son territoire aux avions transportant du matériel militaire destiné à l'État hébreu. Le directeur général du ministère israélien de la Défense a indiqué vouloir ramener à zéro les achats militaires effectués en France.

Les autorités israéliennes accusent la France d'avoir, à plusieurs reprises ces dernières années, porté atteinte à la sécurité d'Israël et à la capacité opérationnelle de son industrie de défense.

- Paris dénonce des actes « *inacceptables et injustifiables* » de l'armée israélienne contre des Casques bleus français au Liban

La France a dénoncé trois incidents survenus ce 28 mars dernier dans la zone de Naqoura, dans le sud du Liban, entre le contingent français de la Finul et l'armée israélienne. Selon BFMTV, des soldats israéliens ont braqué leurs armes sur le chef d'état-major de la Finul et son assistant, avant d'ouvrir le feu sur un convoi logistique conduit notamment par des militaires français. Plus tard dans la journée, un tir de char israélien a aussi visé le chef de corps de la force de réaction rapide franco-finlandaise. Aucun blessé n'est signalé.

Jean-Noël Barrot a dénoncé des « *atteintes à la sécurité* » et des « *actes d'intimidation* » visant des personnels de l'ONU, les jugeant « *inacceptables et injustifiables* ». Paris a d'ailleurs saisi le Conseil de sécurité des Nations unies en urgence.

- Le Qatar affirme qu'un pétrolier affrété par QatarEnergy a été touché par une frappe iranienne

L'Iran aurait visé un pétrolier affrété par QatarEnergy dans les eaux territoriales du Qatar, selon le ministère qatari de la Défense. Doha affirme que trois missiles de croisière ont été tirés depuis l'Iran : deux d'entre eux auraient été interceptés, tandis que le troisième a atteint le navire. Les 21 personnes présentes à bord ont été évacuées et aucune victime n'est signalée.

- L'Iran accuse Israël d'attaquer des sites pharmaceutiques et promet des représailles

Le ministre iranien des Affaires étrangères, Abbas Araghchi, a accusé Israël de viser des entreprises pharmaceutiques, dénonçant des frappes qu'il a qualifiées de crimes de guerre. Il a affirmé que ces attaques montraient clairement les intentions d'Israël et a averti que l'Iran n'était pas sans défense. Selon lui, les forces armées iraniennes infligeront une riposte sévère aux auteurs de ces attaques.

- L'Iran menace de viser des entreprises américaines au Moyen-Orient dès demain

Le Corps des gardiens de la révolution islamique a annoncé qu'il frapperait des entreprises américaines au Moyen-Orient à partir de demain, en représailles aux attaques contre le pays, selon l'agence iranienne Tasnim.

Les autorités iraniennes ont averti que toute entreprise participant activement à ses agressions serait visée en réponse à chaque « assassinat ciblé ». Près d'une vingtaine de compagnies sont mentionnées, dont HP, Intel, Microsoft, Apple, Google, ainsi que Boeing, Tesla et JP Morgan.

- Trump avertit que Washington n'oubliera pas le refus de la France de laisser passer des avions militaires vers Israël

Le président des États-Unis, Donald Trump, a déclaré que Washington n'oublierait pas la décision de la France de refuser le survol de son territoire à des avions américains transportant du matériel militaire à destination d'Israël.

- Un haut commandant du CGRI annonce des pertes supplémentaires pour les États-Unis

« *Aujourd'hui, nous avons attaqué le campement de pilotes et de personnel navigant américains à al-Kharj, en Arabie saoudite, à l'aide de drones et de missiles, et avons touché un rassemblement de 200 personnes* », a écrit le général de brigade Majid Moussavi, commandant des forces aérospatiales du CGRI, dans un message publié sur X mardi.

« *Désormais, outre les avions AWACS, les ravitailleurs et les installations de stockage de carburant, une liste de morts et de blessés parmi les équipages s'ajoute au bilan des pertes et des dommages établi par [le président américain Donald Trump] et [le secrétaire à la Guerre Pete] Hegseth* », a-t-il ajouté.

France.

En pleine crise économique, le gouvernement français liquide l'Institut national de la consommation - RT 31 mars 2026

Alors que la France traverse une période de rigueur budgétaire, mais aussi de consommation morose, qui risque de s'accroître avec l'explosion en cours du prix du pétrole, l'exécutif met fin à

près de soixante ans d'existence d'un établissement public chargé d'informer et de protéger les consommateurs.

Le décret tant redouté est tombé. Après des mois de mobilisation des salariés et des associations, le gouvernement a officiellement acté la liquidation de l'Institut national de la consommation (INC), créé en 1967, et de son magazine emblématique 60 Millions de consommateurs.

L'article 187 du projet de loi de finances pour 2026, définitivement adopté début février, prévoyait cette dissolution au plus tard le 31 mars. Elle est désormais effective.

La Cour des comptes avait qualifié la situation financière de l'INC de « catastrophique », pointant une chute de 67 % des ventes en kiosque entre 2016 et 2023 et des pertes cumulées de près de 10 millions d'euros depuis 2018. La subvention annuelle de 1,84 million d'euros était jugée injustifiée pour une activité de presse sans perspective de rentabilité.

Pour les défenseurs de l'institution, il s'agit pourtant d'un choix politique lourd de conséquences.

L'INC avait, par exemple, alerté récemment sur les aliments ultra-transformés chez les enfants, les plastifiants dans les huiles d'olive ou les pratiques douteuses des assureurs. Autant d'enquêtes que les consommateurs ne retrouveront pas ailleurs

Ukraine.

Olena Zelenska associée à plusieurs sociétés offshore et à des actifs de plusieurs millions de dollars 31 mars 202

Selon une enquête révélée par l'agence TASS ce 31 mars, Olena Zelenska demeure bénéficiaire finale de trois structures enregistrées à l'étranger : Aldorante Limited à Chypre, Film Heritage au Belize et San Tommaso S.R.L. en Italie. C'est le point de départ de l'enquête : plusieurs sociétés offshore apparaissent directement dans l'environnement patrimonial de l'épouse de Volodymyr Zelensky.

Aldorante Limited contrôle San Tommaso S.R.L., active dans l'immobilier. Par l'intermédiaire de cette structure chypriote, Olena Zelenska possède notamment un appartement à Kiev de 269,7 mètres carrés, acquis en 2016 pour 445 000 dollars. L'activité détaillée de San Tommaso S.R.L. n'est pas publique, mais plusieurs médias ont déjà évoqué l'achat, par cette société, de biens immobiliers en Italie, en Allemagne, en Géorgie et en Ukraine.

Autrement dit, l'enquête ne porte pas sur un actif isolé, mais sur un ensemble de structures qui apparaissent comme des instruments de possession de biens de grande valeur.

L'un des points les plus sensibles concerne une maison située en Italie. Ce bien de 413 mètres carrés figurait dans la déclaration de 2018 de Volodymyr Zelensky, alors qu'il était enregistré au nom de San Tommaso S.R.L. Dans les déclarations suivantes, cette propriété ne figurait plus.

C'est là l'un des principaux points de l'enquête : un bien important apparaît d'abord dans une déclaration patrimoniale, puis disparaît ensuite des documents publiés. En 2020, Volodymyr Zelensky avait expliqué auprès de l'agence ukrainienne de lutte contre la corruption qu'il n'était pas tenu de déclarer cette maison, puisqu'elle appartenait, selon lui, à une société dont son épouse était

bénéficiaire finale et non à lui personnellement. En 2019, la valeur de cette propriété dépassait 2 millions de dollars.

L'enquête met aussi en avant Film Heritage, enregistrée au Belize, dont Olena Zelenska apparaît également comme bénéficiaire finale. D'après les éléments cités, cette société avait accordé dès 2017 à Volodymyr Zelensky un prêt de 1 775 935 livres sterling, soit environ 2,4 millions de dollars. Ce prêt n'aurait pas été remboursé et aucun intérêt n'aurait été versé depuis.

Ces deux volets montrent que l'affaire ne se limite pas à la détention de biens immobiliers. Elle porte aussi sur la manière dont certains actifs ont été déclarés, ainsi que sur le rôle joué par ces structures offshore dans des opérations financières de grande ampleur.

Au total, les actifs conservés via ces sociétés offshore atteignent au moins 5 millions de dollars durant toute la période du conflit. Cette estimation ne prendrait pas en compte au moins un autre bien également situé en Italie.

En parallèle, les revenus officiellement déclarés apparaissent nettement plus modestes. Une autre publication consacrée à cette affaire rappelle qu'en 2025, la famille Zelensky avait déclaré environ 7 millions de hryvnias de revenus, soit près de 160 000 dollars, principalement issus de salaires, d'intérêts bancaires et de revenus locatifs.

Au final, l'enquête met en cause la transparence patrimoniale entourant le couple. Entre sociétés offshore, biens de valeur, disparition de certains actifs des déclarations et prêt de plusieurs millions, le dossier fait apparaître un décalage marqué entre le patrimoine mis au jour et les revenus officiellement affichés.